

MARCHE DE TRAVAUX A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (SIMPLE ou ORDINAIRE)

Acheteur :

CHU AMIENS – PICARDIE
GROUPEMENT HOSPITALIER de TERRITOIRE SOMME LITTORAL SUD
1, Rond-point Professeur Christian Cabrol
80054 AMIENS CEDEX 1

Maitre d'Ouvrage

ETABLISSEMENT PUBLIC de SANTE MENTALE
Route de Paris
80480 DURY



Groupe Hospitalier de Territoire
Somme Littoral Sud



Établissement public
de santé mentale
de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment Hélium

Appel d'Offres Ouvert « A.O.O. »

Passé en application :

- de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
portant partie législative du Code de la Commande Publique
- du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018
portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique

G.C.

GENERALITES COMMUNES à TOUS les CORPS d'ETAT
Commun aux 10 Lots

MAITRE D'ŒUVRE

GROUPEMENT de COOPERATION SANITAIRE de MOYEN de l'OISE
2, rue des Finets- 60600 Clermont



P.S. / CS. 03.44.77.51.70
Architecte : E. DANAN-MINARD

D.C.E.

gcsmo@chi-clermont.fr
Ingénieur en Chef : P. SAGAN

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PREAMBULE.....	4
ARTICLE 2 – PRESENTATION DE L’OPERATION	4
2-1/ Description sommaire.....	4
2-2/ Liste des lots	4
ARTICLE 3 – CONTRAINTES et VISITE du SITE	5
ARTICLE 4 – ETAT des LIEUX	5
ARTICLE 5 – ETABLISSEMENT de l’OFFRE.....	5
ARTICLE 6 – CONDITIONS de REALISATION	6
6-1/ Conception – Obligation de résultat	6
6-2/ Variantes, prestations supplémentaires éventuelles.....	6
ARTICLE 7 – PIECES CONTRACTUELLES	7
7-1/ Pièces particulières	7
7-2/ Liste des plans	7
7-3/ Etats des existants.....	7
ARTICLE 8 – PERMIS de CONSTRUIRE	7
ARTICLE 9 – DOCUMENTS à OBSERVER	7
ARTICLE 10 - PERCEMENTS, TROUS, SCELLEMENTS, FOURREAUX, FIXATIONS, CALFEUTREMENTS	8
ARTICLE 11 - ECHANTILLONS	9
ARTICLE 12 – ESSAIS et VERIFICATIONS	9
ARTICLE 13 – RECEPTION des SUPPORTS.....	10
ARTICLE 14 – CHANTIER EXECUTION.....	10
14-1/ Chantier	10
14-2/ Exécution.....	21
ARTICLE 15 – PROPRETE du CHANTIER – EVACUATION - PROTECTIONS.....	22
15-1/ Propreté du chantier :	22
15-2/ Protections	24
ARTICLE 16- PRECHAUFFAGE	24
ARTICLE 17 - RECEPTION	24
ARTICLE 18 - RECOLEMENT.....	25
ARTICLE 19 – GARANTIES	25
ARTICLE 20 – PRESTATAIRES	25
20-1/ Contrôle Technique	25
20-2/ Coordination S.S.I.	25
20-3/ Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé :	25
20-4/ Bureau d’étude RT 2012.....	26
20-5/ Bureau d’études fluides – Chauffage – Ventilation.....	26
ARTICLE 21 - LOCALISATIONS	26
ARTICLE 22 – AMIANTE	26
ARTICLE 23 – MAINTIEN de la SECURITE PENDANT les TRAVAUX.....	26
ARTICLE 24 – ORGANISATION du CHANTIER	26
ARTICLE 25 – CLASSEMENTS UPEC	27
ARTICLE 26 - ACOUSTIQUE.....	27
ARTICLE 27 – INSTALLATIONS TECHNIQUES	27
ARTICLE 28 – Label BREEAM – Niveau "Very Good" : Exigences à respecter par les entreprises	27



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 3/33

28-1/ Exigences BREEAM par lot.....	28
28-2/ Modalités générales communes à tous les lots	30
ARTICLE 29- COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS du DCE	30
ARTICLE 30 – HAUTEURS SOUS PLAFOND	31
ARTICLE 31 – LOCAL TEMOIN	31
ARTICLE 32- FICHE QUITUS de FORMATION.....	31
ARTICLE 33 – ATTESTATION de VISITE	31
ARTICLE 34 – ORGANISATION GENERALE	31
34-1/ Organisation générale de l'exécution – Interventions simultanées	32
ARTICLE 35 – LIMITES des PRESTATIONS DEFINIES par le B.E. CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE	32
Fiche QUITUS de FORMATION.....	33



ARTICLE 1 – PREAMBULE

L'acceptation à la commande indique une adhésion totale de l'entreprise aux diverses clauses de l'ensemble des documents remis concernant cette affaire, tels que les cahiers techniques des différents corps d'état ainsi que les plans des travaux dont elle reconnaîtra avoir pris connaissance.

L'entreprise accepte sans réserve l'ensemble des conditions et indications définies au chapitre "GENERALITES COMMUNES à tous les CORPS d'ETAT".

Il est rappelé en particulier que les prévisions du présent C.C.T.P. ne sont pas limitatives, l'entreprise étant tenue de fournir et d'exécuter toutes prestations nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage dont le détail de la prescription aurait pu être omis ou inexact. Il est rappelé également que l'entreprise reconnaît s'être rendu compte de l'état existant.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DE L'OPERATION

2-1/ Description sommaire

Le projet consiste à la réalisation de travaux de l'Aménagement intérieur du bâtiment Hélium de l'Etablissement Public Départemental de Santé Mentale de la Somme

2-2/ Liste des lots

Lot n°1	A/ Gros-œuvre - Maçonnerie
	B/ Etanchéité
	C/ Faïence – Carrelage
Lot n°2	Menuiseries extérieures - Serrurerie
Lot n°3	Cloisons – Doublage – Plâtrerie – Conduits
Lot n°4	Menuiseries intérieures
Lot n°5	Faux-plafonds
Lot n°6	A/ Chauffage – Ventilation – Climatisation
	B/ Plomberie - Sanitaires
Lot n°7	Désenfumage
Lot n°8	Courants forts
Lot n°9	A/ Courants faibles – Informatique
	B/ Détection incendie – Asservissements
Lot n°10	Peinture – Revêtements muraux – Revêtements de sols souples



ARTICLE 3 – CONTRAINTES et VISITE du SITE

Les entrepreneurs sont réputés parfaitement informés des conditions d'accès, d'évolution et d'installation dans l'emprise du chantier par une visite effectuée sur place avant et pour la remise de l'offre ; voir le règlement de la consultation.

ARTICLE 4 – ETAT des LIEUX

Un état des lieux avant et après chantier pour remise en état éventuelle (abords chantier, abords et voies d'accès, abords et voies d'accès ...) sera dressé avant le démarrage des travaux par un huissier de justice assermenté à la charge du **lot n° 1**, en présence :

- ✓ du maître d'ouvrage,
- ✓ du maître d'œuvre,
- ✓ du contrôleur technique,
- ✓ de représentants des entreprises,

Le résultat de cette visite sera consigné sur procès-verbal et fera foi en cas de litige et de contestation.

ARTICLE 5 – ETABLISSEMENT de l'OFFRE

Le marché étant traité à prix global et forfaitaire pour chaque lot, l'appréciation des quantités et des prix des ouvrages relève de la responsabilité des entrepreneurs.

Dans tous les cas, les quantités appréciées par l'entrepreneur dans le devis de décomposition des prix ne seront pas opposables au principe de marché à prix forfaitaire traité pour l'ensemble des travaux.

Les entreprises devront obligatoirement utiliser le cadre de la décomposition global du prix forfaitaire joint au présent dossier de consultation des entreprises.

Chaque prix unitaire correspondra à la prestation complète, soit la fourniture et la pose.

En outre, devront être également intégrées les incidences telles que (liste non limitative) :

- Dépenses d'entretien et de consommation,
- Amenées du matériel et des matériaux,
- Stockage, protection, manutention,
- Installation de chantier (amenée et repli),
- Nettoyages,
- Évacuation des gravois,
- Études,
- Plans d'exécution et de chantier,
- Reproduction de documents,
- Essais,
- Tous les frais inhérents au fonctionnement du chantier, tels que définis au C.C.T.P. et au C.C.A.P.



ARTICLE 6 – CONDITIONS de REALISATION

6-1/ Conception – Obligation de résultat

Le dossier de consultation des entreprises (D.C.E./PRO) est établi sur la base d'un projet défini par le maître d'œuvre.

Les entrepreneurs doivent se conformer à ce projet étant précisé qu'il leur est laissé une marge d'adaptation en fonction :

- De la préfabrication éventuelle de certains composants,
- Du choix des marques des matériaux et matériels,
- De l'exploitation des procédés propres à l'entreprise.

Il appartient aux entrepreneurs d'interpréter cette marge d'adaptation, compte tenu des objectifs fixés et des critères à respecter, et de coordonner les prestations en vue de réaliser un tout cohérent et fonctionnel.

Bien que s'efforçant de renseigner les entreprises sur la nature, l'importance et l'implantation des travaux, le descriptif ci-après n'a pas un caractère limitatif ; aussi devront être exécutés et compris dans le marché sans exception, tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet de l'ouvrage dans la spécialité du lot.

Les prévisions mentionnées dans le présent descriptif sont données à titre indicatif. En conséquence, les soumissionnaires devront également se référer aux plans du maître d'œuvre.

Ils devront prendre connaissance du descriptif des autres corps d'état pouvant les intéresser, joint à son dossier de consultation.

Toute prestation reconnue non conforme aux descriptif, plans, ordres reçus en cours d'exécution, règles de l'art, à quelque titre que ce soit, ou ne concordant pas avec les autres ouvrages, sera refusée et remplacée aux frais de l'entrepreneur concerné.

Afin d'éviter toute contestation, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance (lors de l'étude de l'offre et avant toute exécution) des pièces graphiques et écrites définissant les ouvrages et leurs performances ainsi que les diverses réglementations d'ordre national, local, particulier et professionnel qui s'y appliquent.

Ils signaleront les dispositions qui ne leur paraîtront pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage des ouvrages et l'observation des règles de l'art, faute de quoi ils seront reconnus comme assurant la pleine et entière responsabilité des ouvrages.

Les entrepreneurs sont engagés par l'obligation de résultat pour l'ensemble des travaux de leur marché et ceci dans le cadre du prix forfaitaire.

6-2/ Variantes, prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation ne contient aucune variante ni P.S.E.



ARTICLE 7 – PIECES CONTRACTUELLES

7-1/ Pièces particulières

Ces pièces sont mentionnées à l'article 2 du C.C.A.P. auxquelles sont joints tous les éléments mentionnés à l'article 7.2 du présent lot Généralités Communes.

7-2/ Liste des plans

Voir sommaire des plans en annexe.

7-3/ Etats des existants

Les plans des états actuels sont fournis aux entreprises à titre indicatif.

Dans le cadre de leur marché, les entreprises devront toutes les vérifications nécessaires sur place.

ARTICLE 8 – PERMIS de CONSTRUIRE

L'opération fait l'objet d'un permis de construire.

L'arrêté correspondant et les annexes seront notifiés aux entrepreneurs.

Le maintien de l'affichage du permis de construire sera dû pendant toute la durée du chantier par l'entrepreneur du **lot n° 1** (il sera intégré au panneau de chantier). Ce dernier sera installé sur le garde-corps au niveau **1** afin qu'il ne soit pas dégradé.

ARTICLE 9 – DOCUMENTS à OBSERVER

Pour l'exécution des ouvrages, l'ensemble des conditions qui suivent sont contractuelles dans le C.C.T.P. de tous les corps d'état. Parmi ces conditions figurent celles qui rendent possible la prise en garantie décennale des ouvrages par les assureurs.

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants à la date de signature par l'entrepreneur de l'acte d'engagement.

D'une manière générale, ce sont les textes dont la liste non exhaustive qui suit n'a pour but que de mettre en évidence les principaux documents de référence :

- a) Les textes législatifs et réglementaires.
- b) Les règles et documents de calculs.
- c) Les DTU publiés par le CSTB.
- d) Les normes AFNOR.
- e) Les recommandations professionnelles.



Le projet est réputé établi en conformité avec ces textes mais, l'entrepreneur doit, dans le cadre de l'obligation de résultat :

- signaler au maître d'œuvre toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait (le maître d'œuvre décidant alors si une rectification est nécessaire et appréciant si elle entre, ou non, dans les conditions de marché),
- se conformer à ces textes aussi bien pour la part d'études qui le concerne que pour l'exécution des ouvrages.

ARTICLE 10 - PERCEMENTS, TROUS, SCELLEMENTS, FOURREAUX, FIXATIONS, CALFEUTREMENTS

Les différentes entreprises devront tous les percements, trous, scellements, fourreaux, fixations, raccords et calfeutremments nécessaires au complet achèvement de leurs travaux dans les murs, les cloisons et les planchers. Ceux-ci seront impérativement exécutés avec des matériaux de même matière que ceux adjacents.

Les finitions de parement seront exécutées sur une épaisseur de 2 cm environ.

Cependant, les réservations dans les ouvrages en béton armé créés supérieures à 10 x 10 cm seront exécutées par l'entrepreneur du lot gros-œuvre sous la condition impérative qu'un plan de réservations détaillé soit fourni par l'entreprise concernée en temps utile et selon des détails qui seront définis au planning détaillé d'exécution des travaux. L'entreprise de maçonnerie en assurera le rebouchage. Les réservations dans les matériaux, autres que le B.A., seront exécutées par l'entreprise qui les met en œuvre, sous contrôle de l'entreprise de maçonnerie.

Afin d'obtenir une coordination parfaite, les prescriptions suivantes sont formellement imposées aux différents entrepreneurs des corps d'état secondaires :

- Dans un délai d'**1 mois** après notification à l'entrepreneur que son offre est retenue, l'entrepreneur dont l'exécution des ouvrages nécessite des passages dans les planchers, voiles ou autres ouvrages en béton armé établira des dessins, croquis précis d'exécution donnant toutes indications à ce sujet avec dimensions et dispositions de ces passages.
- Ces dessins, croquis devront être transmis avant expiration du délai imparti à l'entrepreneur, au gros-œuvre (qui en accusera réception) afin qu'il puisse porter toutes ces indications sur les plans d'exécution. Copie de ces dessins sera adressée au maître d'œuvre dans le même délai. Le maître d'œuvre devra disposer de la traçabilité des échanges entre l'entrepreneur de gros-œuvre et les entrepreneurs des corps d'état concernés (copie de l'envoi de la demande du gros-œuvre, copie de l'envoi de la réponse de chaque entrepreneur concerné).

L'entrepreneur de gros-œuvre lot n°1 sera tenu de s'assurer de l'exécution conforme de tous les passages réservés et il devra signaler immédiatement au maître d'œuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.

En conclusion, il est formellement stipulé que, faute de se conformer aux prescriptions ci-dessus, l'entrepreneur défaillant sera tenu pour responsable de toute erreur ou omission et que tous les frais en résultant seront à sa charge.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 9/33

Les fourreaux pour les traversées horizontales ou verticales d'éléments de structure ou maçonnerie sont fournis, posés et scellés par chacune des entreprises chargées des installations nécessitant ces traversées.

Les éléments à incorporer en coulage des bétons seront fournis et posés par les titulaires de chacun des lots concernés.

Après mise en place des équipements, les vides résultant au droit des fourreaux seront obturés par chacune des entreprises concernées, afin d'assurer l'étanchéité de ces traversées.

L'étanchéité pourra être obtenue par un mastic capable de garder sa souplesse et son étanchéité dans le temps.

Les fixations par spitage sur les ouvrages en béton armé ou non ne pourront être effectuées qu'après accord du maître d'œuvre et de l'entreprise responsable du lot maçonnerie.

Ce mode de fixation ne sera pas autorisé dans les éléments en béton armé d'épaisseur inférieure à 0,10 m, à moins de 0,05 m du bord d'une pièce et dans les matériaux de résistance insuffisante.

ARTICLE 11 - ECHANTILLONS

Les entrepreneurs soumettront les échantillons de matériaux ou objets fabriqués nommément prescrits dans le présent document ou nécessaires à la bonne exécution des ouvrages.

Les échantillons devront avoir reçu l'accord du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

La présentation par l'entreprise des échantillons sera complétée par la production des procès-verbaux d'essais et avis techniques, y compris au feu et essais acoustiques.

ARTICLE 12 – ESSAIS et VERIFICATIONS

Les entrepreneurs devront obligatoirement procéder, à leurs frais, aux essais et vérifications de fonctionnement en vue de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations et d'une perte de temps pour corriger d'éventuelles malfaçons.

Ils devront procéder au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement conformément aux dispositions figurant dans les fiches d'attestation d'essais de fonctionnement issues de l'AQC.

Les manœuvres demandées et opérations diverses nécessaires aux essais seront effectuées par l'entrepreneur qui en assurera l'entière responsabilité.

Les résultats de leurs essais et vérifications seront consignés dans ces attestations d'essais de fonctionnement et transmis aux maîtres d'œuvre et d'ouvrage et au contrôleur technique pour avis.

Ces essais et vérifications seront complétés par des P.V. à l'issue de la première saison de fonctionnement des installations de chauffage et de ventilation.

L'exécution des essais et vérifications repris ci-dessus ne dispense pas les entreprises d'effectuer les autres essais et vérifications que leur imposent la réglementation en vigueur et les clauses du marché.



ARTICLE 13 – RECEPTION des SUPPORTS

Avant chaque début de prestation, tous les intervenants devront réceptionner et valider par écrit, pour acceptation, les supports mis à disposition par le responsable de l'exécution du support.

ARTICLE 14 – CHANTIER EXECUTION

14-1/ Chantier

14-1.1/ Frais annexes :

Les dépenses d'entretien de consommation, d'investissement et tous frais inhérents à la marche du chantier sont définis au C.C.A.P.

14-1.2/ Installations de chantier :

Plan d'installation de chantier

Pendant la période de préparation, l'entreprise titulaire du **lot n° 1**, en concertation avec l'ensemble des corps d'état, établit, sous le contrôle du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, le plan d'installation de chantier définitif.

Il devra avoir obtenu l'accord de tous.

Ce plan fait apparaître notamment (liste non exhaustive) :

- Les dispositions d'accès, de voiries provisoires etc.,
- Les emplacements des engins de levage, dépôt de matériaux, zone de mise en place des bennes à gravats,
- Salle de réunion, etc.
- Les emplacements de magasins, bureaux, réfectoire et tous les locaux d'hygiène réglementaires, communs ou propres à chaque entreprise,
- Les emplacements de clôture du chantier,
- Les emplacements des armoires électriques principales et secondaires,
- Les emplacements des bacs de décantation ou débourbeurs.

Cette même entreprise a en charge la mise à jour du plan chantier et sa diffusion, autant de fois que nécessaire durant la vie du chantier.

Nota : Le PIC fourni au Dossier de Consultation des Entreprises est un principe pouvant être adapté par l'entreprise en accord avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, el C.SPS et les autres entreprises participantes.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme
Aménagement intérieur du bâtiment hélium
G.C. 11/33

Sécurité collective et hygiène sécurité

Les entrepreneurs seront responsables de la sécurité collective et de l'hygiène. Ils devront mettre en place tous les moyens nécessaires dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Les entreprises établiront un PPSPS dans les 30 jours avant démarrage des travaux, après réunion avec le coordonnateur.

Les entreprises se conformeront au PGC SPS.

La base vie sera dimensionnée en accord avec le coordonnateur SPS (PGC) et en fonction du nombre de personnes sur le chantier.

Voiries provisoires dû au lot 1 :

Elle sera réalisée au début de l'opération.

Avant la mise en œuvre des matériaux, les fonds d'encaissement seront profilés et compactés.

Les matériaux constitutifs seront approvisionnés et mis en œuvre immédiatement.

a) **Mise en œuvre de géotextile :**

Le géotextile sera mis en œuvre suivant les spécifications du constructeur. L'assemblage des bandes se fera par simple chevauchement sur une largeur minimale de 0,50 ml.

b) **Mise en œuvre de la couche de forme :**

Fourniture et mise en œuvre d'une couche de forme en matériaux 0/120 sur 40 cm d'épaisseur en fonction de la portance du sol.

c) **Mise en œuvre de la couche de fondation :**

Les matériaux 0/80 sur 30 cm d'épaisseur seront mis en place à l'avancement. Ils seront compactés au cylindre lourd.

Les matériaux seront régalez en couches d'épaisseur appropriées aux engins de compactage utilisés.

d) **Mise en œuvre de la couche de base :**

Mise en œuvre des matériaux de la couche de base en GNT "A" 0/31.5 sur 15 cm : même procédé que pour la mise en œuvre de la couche de fondation.

e) **Revêtement provisoire :**

Revêtement en multicouche constitué d'une émulsion cationique de bitume et de granulats.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme
Aménagement intérieur du bâtiment hélium
G.C. 12/33

IMPERATIF :

Les voiries provisoires seront entretenues pendant toute la durée du chantier (complément de matériaux si nécessaire) par l'entrepreneur du présent lot afin qu'elles demeurent parfaitement praticables.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan d'installation de chantier (principe).

Clôtures de chantier (dû par le lot n° 1)

Mise en place de clôtures de chantier de type HERAS ou équivalent de 2,00 m de hauteur à mailles très fines M550 avec colliers de haute sécurité compris griffes de fixation et d'assemblage entre les panneaux, jambes de force et système anti-levage.

Entretien pendant toute la durée du chantier.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan de principe d'installation de chantier (P.I.C.)

Portails de vantaux (dû par le lot n° 1)

Mise en place de 2 portails de 2 vantaux comportant une serrure de sûreté. Permettant le passage et la manœuvre d'un camion de livraison compris possibilité de manœuvre avec bennes à gravois.

Entretien pendant toute la durée du chantier.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan de principe d'installation de chantier (P.I.C.)

Balisage de sécurité (dû par le lot n° 1)

Installation d'un balisage de sécurité pour interdire la circulation des véhicules sur la zone comportant des canalisations enterrées. Ce balisage sera réalisé à l'aide d'un grillage plastique souple de couleur orange, fixé régulièrement au sol à l'aide de piquets.

Entretien pendant toute la durée du chantier.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan de principe d'installation de chantier (P.I.C.)



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 13/33

Protection du trottoir (dû par le lot n° 1)

Travaux de mise en œuvre d'un dispositif de protection du trottoir en bordure de la rue Dejean, détaillés comme suit :

Pose d'une canalisation gravitaire dimensionnée pour assurer la continuité hydraulique du réseau d'eaux pluviales, évitant toute stagnation ou interruption de l'écoulement.

Fourniture et mise en œuvre d'un polyane technique de type TRIP, armé et renforcé blesseur, posé en recouvrement sur les ouvrages existants pour garantir une protection temporaire.

Exécution d'un chanfrein en béton lissé, coulé en place, assurant la protection physique des bordures de trottoir existantes contre les sollicitations mécaniques liées aux circulations ou aux interventions de chantier.

Entretien pendant toute la durée du chantier.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan de principe d'installation de chantier (P.I.C.)

Signalisation

- a) Panneau de chantier **(dû par le lot n° 1)** :

L'entreprise titulaire du lot n°1 est tenue, à ses frais et dès l'installation de chantier, de fournir, réaliser et mettre en place un panneau de chantier aux caractéristiques suivantes :

- **Dimensions minimales** : 2000 x 3000 mm.
- **Matériau** : panneau en bois dur d'une épaisseur minimale de 15 mm, finition surfacée blanc satiné, de type "ROLIGRAPH" de la société PLYSOROL ou équivalent.
- **Fixation** : le panneau sera solidement fixé par clouage sur des poteaux en bois traité, avec intégration d'un système de contreventement et d'un dispositif anti-basculement assurant sa stabilité en toutes conditions.
- **Indépendance vis-à-vis de l'étanchéité existante** : le système de fixation devra être totalement dissocié de toute étanchéité en place, et une protection spécifique sera mise en œuvre afin de prévenir toute détérioration.
- **Identification** : le panneau portera les informations réglementaires (lettres et chiffres adhésifs) telles que définies ci-dessous.
 - ✓ La désignation de l'opération,
 - ✓ L'image de synthèse de l'opération (fichier fourni par le maître d'œuvre),
 - ✓ Les noms et logos des organismes finançant l'opération, sauf avis contraire du
 - ✓ Maître d'Ouvrage,
 - ✓ Le numéro du permis de construire et sa date d'obtention,
 - ✓ La superficie du terrain,
 - ✓ Les surfaces hors œuvre brute et nette,
 - ✓ La hauteur de la construction,
 - ✓ Le nom, le logo, le numéro de téléphone du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, des B.E.T., du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS et du coordonnateur SSI,



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 14/33

-
- ✓ Pour chaque lot, son numéro, sa désignation, le nom, le numéro de téléphone de l'entreprise titulaire.

Ce panneau sera implanté de façon à être parfaitement lisible depuis le domaine public et sera maintenu en état pendant toute la durée du chantier.

Entretien pendant toute la durée du chantier.

LOCALISATION :

- ◇ Toiture terrasse basse

b) Panneaux de signalisation (dû par le lot n° 1) :

Les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier ainsi que la signalisation routière réglementaire ou nécessaire sur la voie publique aux abords du chantier et en particulier de ses accès, seront mis en place et maintenus en bon état par l'entreprise titulaire du **lot n° 1**, à sa charge.

La mise en place, le maintien en bon état et la gestion de la signalisation, du balisage, du jalonnement et de la protection des circulations à l'intérieur du chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire **du lot n° 1**.

Entretien pendant toute la durée du chantier.

c) Publicité :

Aucun droit de publicité ne sera accordé aux entreprises dans l'enceinte ou sur le pourtour du chantier en dehors des obligations d'affichage réglementaires.

Bureau de chantier (dû par le lot n° 1)

Mise en place de cloisons et de blocs portes (surface adaptée au nombre d'intervenants, entreprises, maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage, contrôleur technique, coordonnateurs SPS, SSI, etc.) qui constituera le bureau de chantier qui sera indépendant des autres installations de chantier et qui servira de salle de réunions pour les rendez-vous de chantier, avec chauffage, électricité, internet avec connexions Wifi et mobilier usuel (tables, chaises, portemanteaux, photocopieur ...). Un entretien journalier sera effectué.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan de principe d'installation de chantier (P.I.C.)
- ◇ À l'intérieur du parking du bâtiment)



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 15/33

Equipement sanitaire et réfectoire (dû par le lot n° 1)

Mise en place le WC chimiques. (Surface adaptée aux effectifs de l'ensemble des entreprises intervenant en simultané sur le chantier en période de pointe) qui comporteront une partie "sanitaires" (W.C., douche) et une partie vestiaires/réfectoire y compris raccordements (électricité, eau, évacuation EU/EV **sur réseau existant via une pompe de relevage.**). Un entretien journalier sera effectué pendant toute la durée du chantier. Devra également être mis en place l'ensemble du mobilier usuel pour ce type de locaux.

Prévoir une installation indépendante, sanitaire (W.C. + douche) + vestiaires, dédiée au personnel féminin.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan de principe d'installation de chantier (P.I.C.).
- ◇ À l'intérieur du parking du bâtiment)

Equipement sanitaire WC aux étages (dû par le lot n° 1)

Utilisation des blocs sanitaires durant le chantier :

- Un WC du bloc sanitaire central sera réservé, à chaque étage, à l'usage exclusif du personnel de chantier.
- Avant toute utilisation, un état des lieux contradictoire sera réalisé par un commissaire de justice afin de constater l'état initial des installations.
- Le lot concerné devra mettre en place toutes les protections nécessaires pour garantir la préservation des équipements.
- Le présent lot assurera la fourniture de l'ensemble des consommables nécessaires (papier hygiénique, savon, etc.).
- Un nettoyage quotidien des sanitaires mis à disposition devra être effectué.
- **À l'issue des travaux**, une remise en état complète des installations sanitaires sera exigée en cas de dégradations constatées.
- **Les autres sanitaires seront condamnés et strictement interdits à l'usage du personnel de chantier.**
Toute infraction à cette consigne fera l'objet de sanctions conformément aux dispositions coercitives prévues dans le CCAP.

Bennes à gravois (dû par le lot n° 1)

L'entrepreneur du présent lot devra la mise en place de bennes permettant un tri sélectif des gravois pendant la durée du chantier et pour l'ensemble des corps d'état. Une évacuation hebdomadaire sera réalisée ou dès que les bennes seront pleines. Si dans les 24 heures, les bennes ne sont pas évacuées ou remises en place, des pénalités de retard seront appliquées selon C.C.A.P.

Cette prestation sera imputée sur le compte prorata pour toute la durée du chantier, sauf les bennes exclusivement utilisées par le lot n° 3 pour ses travaux.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan de principe d'installation de chantier (P.I.C.)



Branchement provisoire d'eau (dû par le lot n° 1)

Mise en place des points de puisage de chantier, canalisations isolées, compteur(s) et tous les accessoires pour les raccordements.

Un point de puisage et a créé pour chaque niveau

a) Branchement provisoire :

- Fourniture et pose d'un compteur d'eau et de robinets d'arrêt aux points de branchement.
- Fourniture et pose de canalisations en polyéthylène de diamètre approprié pour l'alimentation des installations communes de chantier et de robinets de puisage (**6 U**) soit mise en place en tranchée, soit en apparent isolé.
- L'installation sera déposée en fin de chantier.
- Tous les frais relatifs à ce branchement provisoire sont à la charge de l'entreprise titulaire du **lot n° 1**.

Ce branchement et compteur(s) resteront sur le chantier tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque, dans les limites du délai contractuel augmenté des prolongations éventuelles.

b) Réseau dans l'enceinte du chantier :

A partir **du point de raccordement laissé en attente par l'entreprise titulaire du lot n° 1**, cette même entreprise réalise, à sa charge, le réseau provisoire d'eau potable dans l'enceinte du chantier, destiné à alimenter les divers points de puisage du chantier.

Ce réseau provisoire d'eau, ainsi que son entretien, incombent à cette entreprise, permettant d'alimenter en eau le chantier. Ce réseau sera maintenu hors gel pendant toute la durée du chantier **notamment pour la partie parking**.

c) Consommation :

Les dépenses liées à la consommation d'eau potable pour les besoins du chantier seront inscrites au compte prorata.

Les modalités de gestion et de règlement de ce compte prorata sont à la charge du **lot n° 1**.

LOCALISATION :

- ◇ Voir plan de principe d'installation de chantier (P.I.C.) – Alimentation base vie.
- ◇ Un point de puisage à prévoir à chaque niveau

Branchement provisoire d'électricité (dû par le lot n° 1)

a) Branchement provisoire :

L'entreprise devra effectuer les démarches administratives nécessaires au branchement de l'électricité du chantier.

L'entreprise devra un comptage TRI 400 V+N pour les besoins du chantier avec une armoire de protection agréée par ENEDIS et l'installation d'une armoire principale avec l'indice de protection IP44-7 montée sur pied support avec coup de poing d'arrêt d'urgence et les protections différentielles (à porte-repère intégré) par disjoncteurs 30 mA sur chaque départ.

Le point d'utilisation le plus éloigné ne doit pas être situé à plus de 25 m d'une prise de courant. L'alimentation de l'armoire principale se fera par câbles U1000 R02V de section appropriée.

Ces câbles chemineront sous protection mécanique à la charge du présent lot.

L'installation de chantier sera déposée en fin de travaux.

Pour ce faire, chaque entreprise fournira ses besoins planifiés en énergie électrique au **lot n° 1**.

Tous les frais relatifs à ce branchement provisoire sont à la charge de l'entreprise titulaire du **lot n° 1**.

Ce branchement et armoire de répartition générale resteront sur le chantier tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque, dans les limites du délai contractuel augmenté des prolongations éventuelles.

LOCALISATION :

- ◇ à partir des installations existantes au niveau du parking.

b) Réseau dans l'enceinte du chantier :

A partir de l'armoire de répartition générale, l'entreprise titulaire du **lot n° 1** doit, à ses frais,

- L'installation des coffrets,
- L'installation des armoires nécessaires au chantier,
- La réalisation des réseaux intérieurs de distribution de force motrice **et d'éclairage provisoire**,
- La vérification de ces installations par un organisme agréé,
- La mise en place d'un comptage approprié.
- L'entretien durant toute la durée du chantier de ces installations électriques,
- Le repliement de ces installations en fonction de l'avancement des travaux.

L'alimentation électrique des postes de travail est due par chaque entreprise intervenante.

c) Consommation :

Les dépenses liées à la consommation d'électricité pour les besoins du chantier seront inscrites au compte prorata.

Les modalités de gestion et de règlement de ce compte prorata sont à la charge du **lot n° 1**.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme
Aménagement intérieur du bâtiment hélium
G.C. 18/33

Eclairage provisoire

L'éclairage des parties communes du chantier est à la charge du **lot n° 1**.

L'éclairage des postes de travail est à la charge et sous la responsabilité de chaque entreprise, chacune en ce qui la concerne.

Si une entreprise désire des niveaux d'éclairage plus élevés pour la réalisation de ses travaux, il lui appartient d'approvisionner les appareils d'éclairage complémentaires qu'elle juge nécessaires pour réaliser des éclairages localisés (projecteurs sur trépied ou autres types d'appareils de son choix).

Ces appareils complémentaires seront raccordés aux armoires de chantier avec des prolongateurs fournis par l'entreprise concernée.

L'installation d'éclairage provisoire sera maintenue jusqu'à ce que la mise en service de l'éclairage définitif puisse s'effectuer.

La fourniture des ampoules et les consommations seront portées au compte prorata.

Les prolongateurs ou enrouleurs nécessaires seront fournis par les entreprises utilisatrices de l'énergie.

Les modalités de gestion et de règlement de ce compte prorata sont à la charge du **lot n° 1**.

Evacuation provisoire des EP, EU & EV

a) Evacuation provisoire des EP :

L'entreprise titulaire du **lot n° 1** se charge, à ses frais, de tous dispositifs de récupération des eaux de ruissellement des voiries et plates-formes, ceci dans le cadre de l'ébouage des voiries et piétonniers. Notamment pour la plateforme située venelles Thomas Ratel.

L'entreprise titulaire du **lot n° 1** se charge, à ses frais, de l'évacuation des eaux pluviales du chantier. Notamment pendant les phases de percement des planchers.

b) Evacuation provisoire des EU & EV :

L'évacuation des eaux usées sera prise en charge par l'entreprise titulaire **du lot 6**.

Ces installations seront raccordées aux réseaux suivant les prescriptions des plans.

Installations provisoires

Chaque entrepreneur établira les installations provisoires nécessaires à l'exécution de ses travaux:

- Moyens de levage,
- Aires de stockage

Téléphone

Aucun téléphone de chantier ne sera installé.

Rappel : internet avec connexions Wifi prévu avec le bureau de chantier.

Stockage provisoire le nécessaire pour un lot.

Suivant les besoins, les entreprises pourront mettre en place des zones de stockage de matériels et de matériaux. En accord avec le maître d'œuvre ces installations provisoires seront mises en place dans le parking au niveau 0.

Les stockages seront de très courte durée.

Aucun stockage prolongé ne sera toléré dans les bâtiments.

Les locaux fermés pour les besoins des entreprises sont interdits.

Défibrillateur (dû au lot n° 1)

Fourniture pendant toute la période de chantier d'un défibrillateur protégé et facile d'accès avec signalisation.

Poste de désinfection (dû au lot n° 1)

Fourniture pendant toute la période de chantier, de postes désinfections (lavage mains, affichages, etc.), les consommables sont repris au compte prorata (gestion par le **lot n° 1**).

Parking des véhicules des entreprises :

Stationnement – Niveau 0 :

Les entreprises utiliseront exclusivement le parking situé au niveau 0 pour le stationnement de leurs véhicules professionnels.

Des emplacements dédiés leur seront attribués et devront être strictement respectés.

L'ensemble des entreprises est informé que la hauteur libre à l'entrée du site est inférieure à 2 mètres.

Il leur appartient de prendre les dispositions nécessaires en conséquence.

Le stationnement de véhicules personnels est formellement interdit.

Une place de parking sera réservée respectivement pour le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage; ces emplacements devront impérativement rester libres et accessibles en permanence, tous les jours de la semaine.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 20/33

Ascenseur de Chantier(dû au lot n° 1)

Fourniture, la mise en place, l'entretien et le repli d'un ascenseur de chantier destiné au transport vertical du personnel et/ou des matériaux sur le site pendant toute la durée du chantier.

1. Description des prestations

L'entreprise devra assurer :

- La fourniture d'un ascenseur de chantier adapté à la hauteur de l'ouvrage, conforme aux normes en vigueur (notamment EN 12159 ou équivalent).
- Le montage, le réglage et la mise en service de l'ascenseur.
- Les dispositifs de sécurité conformes (portillons, arrêt d'urgence, limiteur de charge, etc.).
- Les vérifications périodiques réglementaires par un organisme agréé.
- La maintenance préventive et corrective pendant toute la durée d'utilisation.
- La dépose et l'évacuation en fin de chantier.

2. Caractéristiques techniques minimales

- Capacité : suffisante pour acheminer les plaques de placo constituant les cloisons.
- Vitesse de levée : suivant type d'appareil proposé.
- Hauteur utile : selon le projet
- Entraînement : électrique
- Alimentation : TRI
- Protection contre les intempéries
- Poste de commande sécurisé à chaque niveau

3. Normes et sécurité

L'installation devra répondre à l'ensemble des normes en vigueur, notamment :

- Code du travail (articles R.4323-23 à R.4323-27)
- Directive Machines 2006/42/CE
- Règlementation locale en matière de sécurité sur chantier
- Obligations liées au registre de sécurité et à la maintenance

4. Contraintes de chantier

- Coordination avec les autres corps d'état
- Installation à une date définie par le planning d'exécution
- Respect des emplacements définis dans les plans d'installation de chantier (PIC)
- Évacuation des déchets et des emballages en conformité avec la gestion environnementale du chantier

5. Pièces à fournir

- Dossier technique du matériel proposé
- Certificats de conformité CE
- Attestation d'assurance
- Planning de montage / démontage
- Fiches de maintenance



Protection de la façade (dû au lot n° 1)

Au droit de de l'ascenseur ainsi qu'au niveau des menuiseries donnant accès aux différents étages, l'entreprise devra mettre en place une protection toute hauteur, destinée à préserver l'intégrité de la façade, y compris les parties horizontales.

Cette protection devra être conçue de manière à ne prévoir aucune fixation sur le bardage existant, afin d'éviter tout risque de détérioration.

Toute dégradation de la façade, constatée en l'absence de protection adéquate ou résultant d'une mauvaise mise en œuvre, sera intégralement imputée à l'entreprise responsable.

La protection sera constituée d'une ossature en bois composée de montants verticaux et de traverses horizontales, sur laquelle seront fixées des plaques de contreplaqué d'épaisseur 18 mm, de qualité CTBH (hydrofuge), adaptées à un usage en milieu humide et en extérieur.

L'ensemble devra garantir une résistance mécanique suffisante et une stabilité durable pendant toute la durée du chantier. Les fixations seront dimensionnées en conséquence, et la mise en œuvre devra respecter les règles de l'art en matière de sécurité et de protection de façade.

14-1.3/ Autorisations administratives :

L'opération fait l'objet d'un permis de construire.

L'arrêté correspondant et les annexes seront notifiés aux entrepreneurs.

Le maintien de l'affichage du permis de construire sera dû pendant toute la durée du chantier par l'entrepreneur du **lot n°1** (il sera intégré au panneau de chantier).

14-2/ Exécution

14-2.1/ Plans d'exécution :

Les plans du dossier de consultation des entreprises D.C.E. ont été établis par le concepteur, dans l'optique de renseigner les soumissionnaires sur les conditions d'exécution, les principes, l'importance des installations et tous éléments permettant la remise d'une offre convenablement appréciée et chiffrée.

Il appartient aux entrepreneurs d'établir leurs plans d'exécution soit sur la base des plans du dossier, soit par une refonte totale. Dans le cas où une méthodologie proposée par les entreprises conduirait à la refonte de ces documents, les nouveaux plans d'exécution seront également établis aux frais, de et par, l'entrepreneur.

Pour tous les cas de figure, l'entrepreneur devra :

- Vérifier que les plans ne comportent pas d'erreurs ou omissions,
- Établir les dessins de fabrication, de façonnage et d'assemblage en atelier ou sur le chantier,
- Soumettre les plans à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle avant toute exécution.



14-2.2/ Implantations :

Implantation intérieure – Niveaux

L'entrepreneur du **lot n° 1** effectuera à ses frais tous les traits de niveaux et tracés d'axes principaux nécessaires à tous les corps d'état.

Les traits de niveaux seront matérialisés dans chaque local et reportés s'il y a lieu après les enduits et sur tous types de supports.

L'implantation des cloisons sera réalisée par le **lot n° 3**.

ARTICLE 15 – PROPRETE du CHANTIER – EVACUATION - PROTECTIONS

15-1/ Propreté du chantier :

15-1.1/ Généralités :

La propreté du chantier est un élément très important de SECURITE et de PRODUCTIVITE ; c'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, sera particulièrement contrôlée par le maître d'œuvre et (ou) le maître d'ouvrage.

Pour être très efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages, cartons, voiles, polyanes etc. Cette évacuation doit être journalière dans les locaux à tous les niveaux et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé.

Toute entreprise qui faillirait à ses obligations en matière de nettoyage se verrait appliquer automatiquement les pénalités prévues au CCAP.

Chaque entreprise devra évacuer ses propres déchets, gravois et emballages depuis leurs zones de travail jusqu'aux bennes entreposées par l'entreprise du lot 1.

15-1.2/ Nettoyage de chantier :

Cinq types de nettoyage sont à distinguer :

Le nettoyage journalier des locaux :

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et parfaitement en ordre. Chaque entreprise devra prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet. Les déchets (gravois, détrit, emballages, voiles, polyanes, etc.) devront être enlevés et les locaux nettoyés (locaux touchés par les travaux, de même que tous les locaux utilisés pour le passage des employés des entreprises du chantier et de leur approvisionnement) au fur et à mesure du déroulement des travaux afin que ceux-ci en soient débarrassés tous les soirs sans exception.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 23/33

Ce nettoyage sera réalisé journalièrement par chaque entreprise dans toutes les zones où elle intervient, afin de permettre la réalisation des prestations de chaque entreprise dans de parfaites conditions.

Chaque entreprise est responsable de ses propres déchets de chantier (le titulaire de chaque lot est responsable aussi de ses éventuels sous-traitants).

Les déchets (gravois, détritux, emballages, cartons, voiles, polyanes, etc.) devront toujours être évacués hors du chantier.

Le nettoyage journalier des abords du chantier :

Un nettoyage journalier des abords du chantier est à prévoir par chaque entreprise qui aurait eu des approvisionnements en matériaux, matériel ou autre dans la journée.

Chaque entreprise demeure responsable des accidents de toute nature qui pourraient découler de ce manque d'entretien.

Le prix des entreprises tiendra compte de cette imposition.

Le nettoyage de parachèvement :

Certains nettoyages spécifiques dits "de parachèvement" cités ci-dessous seront réalisés par les entreprises concernées à leurs frais :

✓ Après l'exécution du cloisonnement et des enduits plâtre, à la charge du **lot n° 3** "Cloisons – Doublages – Plâtrerie – Conduits – Plafonds".

✓ Avant l'exécution des revêtements de sols souples, à la charge du **lot n° 10** "Peinture – Revêtements muraux – Revêtements de sols souples".

✓ Avant réalisation des travaux de peinture, à la charge du **lot n° 10** "Peinture – Revêtements muraux – Revêtements de sols souples".

Le nettoyage de fin de chantier :

A l'exception des locaux techniques et des installations techniques dont le nettoyage sera réalisé par les entreprises des lots correspondants, ce nettoyage sera réalisé par le **lot n° 10** avant la période des Opérations Préalables à la Réception et avant le passage de la maîtrise d'œuvre dans la zone concernée, et en accord avec le calendrier de réception.

Il sera repris suite aux demandes éventuelles de la maîtrise d'œuvre à la fin des Opérations Préalables pour la Réception dans la zone concernée. Cette opération pourra être répétée autant de fois qu'il le faudra afin de livrer au maître d'ouvrage des locaux parfaitement propres sur simple demande de la maîtrise d'œuvre.

Il reste entendu qu'il ne s'agira, dans ce cas, que de nettoyages "normaux". En sont exclus tous emballages, détritux, matériels, matériaux et gravois devant être évacués par chaque entreprise.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 24/33

Le nettoyage après levées de réserves :

Les nettoyages seront réalisés par les entreprises qui auront levé leurs réserves.

En cas de défaillance des entreprises concernées, un constat sera fait et un ordre d'exécution sera donné par la maîtrise d'œuvre à une entreprise spécialisée.

Les frais engagés seront alors retenus par le maître d'œuvre.

En cas de non-respect par les entreprises des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages du chantier, l'intervention d'une entreprise spécialisée pourra, sans préavis, parer à cette carence sur demande du maître d'ouvrage en accord avec le maître d'œuvre, aux frais des entreprises. Ceci sera renouvelé tout au long de la durée du chantier autant de fois que nécessaire.

15-2/ Protections

Chaque entreprise a la charge de la conservation en bon état de ses ouvrages jusqu'à leur réception par le maître de l'ouvrage.

Elle devra, par ailleurs, avoir le souci du respect des travaux réalisés par les autres lots ; elle devra s'interdire, sous prétexte de faciliter sa tâche, de dégrader les ouvrages des autres corps d'état, ainsi que les ouvrages existants conservés.

Les dégradations constatées en cours de chantier devront être réparées par le corps d'état spécialisé sans délai, afin de ne pas perturber le déroulement des opérations.

Les frais occasionnés par les remises en état résultant de ces dégradations seront imputés à l'entreprise qui en est responsable ou à défaut d'identification à l'ensemble des entreprises en intervention au moment des faits.

Toutes protections dues à des chevauchements de tâches en raison de décalage de planning du fait des entreprises seront à la charge des responsables de ces chevauchements.

ARTICLE 16- PRECHAUFFAGE

Se référer au C.C.A.P.

Le préchauffage des locaux sera mis en œuvre en fonction du planning d'exécution et de la nature des travaux intérieurs.

Il sera assuré en priorité par les installations définitives déjà en place. En cas d'insuffisance, ces installations pourront être complétées par des équipements de chauffage provisoires, fournis et mis en œuvre par le **lot n°6**.

Les frais relatifs à l'installation, au fonctionnement et à la consommation énergétique de ces équipements seront répartis au prorata et imputés aux **comptes communs des entreprises**.

ARTICLE 17 - RECEPTION

Les opérations de réception seront établies conformément au C.C.A.G. sauf stipulations particulières du C.C.A.P.



ARTICLE 18 - RECOLEMENT

A tous les corps d'état.

Pour la réception, les dossiers de récolement devront être fournis conformément aux stipulations du C.C.A.G. et seront constitués de la façon suivante :

- Plans, schémas,
- Notices du matériels,
- P.V. d'essais,
- Attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC,
- Essais complémentaires demandés au C.C.T.P.

1 exemplaire sera fourni par les entreprises au coordonnateur de sécurité, 3 exemplaires papier et 1 exemplaire informatique pour l'établissement et le bureau d'études GCSMO.

ARTICLE 19 – GARANTIES

Elles seront conformes aux dispositions du C.C.A.G., sauf stipulations particulières du C.C.A.P.

ARTICLE 20 – PRESTATAIRES

20-1/ Contrôle Technique

SOCOTEC

Agence Construction Amiens
Pôle Construction & Immobilier Hauts de France
1 Allée de la Pépinière
80480 DURY

20-2/ Coordination S.S.I.

EFFICIO

Bureau d'études SSI – Fluides - Structure

AGENCE ILE DE France
655 Avenue Roland Garros
BP 334 - 78530 BUC

20-3/ Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Village Oasis
1 Place des Pins
80480 DURY
☎ 06.75.79.03.78

20-4/ Bureau d'étude RT 2012

ECO2E

11 Route de Sains-En-Amiénois
80680 SAINT-FUSCIEN
☎ 03.22.41.43.29

20-5/ Bureau d'études fluides – Chauffage – Ventilation

ECO2E

11 Route de Sains-En-Amiénois
80680 SAINT-FUSCIEN
☎ 03.22.41.43.29

ARTICLE 21 - LOCALISATIONS

Les localisations indiquées sur les différents C.C.T.P. et tableaux ne sont données qu'à titre indicatif et non limitatif.

ARTICLE 22 – AMIANTE

Sans objet.

ARTICLE 23 – MAINTIEN de la SECURITE PENDANT les TRAVAUX

Accès et sécurité :

Les accès situés hors des zones de travaux devront impérativement rester libres et accessibles pendant toute la durée du chantier.

Par ailleurs, **tout travail impliquant un risque d'incendie** (soudure, meulage, découpe à chaud, etc.) nécessitera l'obtention préalable d'un **permis feu**, délivré par le service sécurité de l'**EPSM de la Somme**.

Aucun travail de ce type ne pourra être entrepris sans ce document.

ARTICLE 24 – ORGANISATION du CHANTIER

Le personnel des entreprises sera obligatoirement identifié par badges.



ARTICLE 25 – CLASSEMENTS UPEC

Les classements UPEC des revêtements de sols seront conformes au e-cahier du CSTB n° 3509.

ARTICLE 26 - ACOUSTIQUE

L'ensemble des entreprises observera les textes suivants pour la conception et la réalisation de leurs ouvrages :

- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé.
- Circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que l'habitation.

Notamment, conformément à l'arrêté du 25 avril 2003, le niveau de pression acoustique normalisé, LnAT, du bruit engendré dans un local d'hébergement par un équipement du bâtiment extérieur à ce local ne dépassera pas 30 dB(A) en général et 35 dB(A) pour les équipements hydrauliques et sanitaires des locaux d'hébergement voisins.

Le bruit transmis par le fonctionnement d'un équipement collectif ne dépassera pas 35 dB(A) dans les chambres, bureaux médicaux et soignants, et les salles d'attente.

ARTICLE 27 – INSTALLATIONS TECHNIQUES

Concernant les détails pour les parties chauffage, ventilation, climatisation : voir les C.C.T.P. et plans spécifiques du bureau d'études technique.

ARTICLE 28 – Label BREEAM – Niveau "Very Good" : Exigences à respecter par les entreprises

Il est expressément rappelé à l'ensemble des entreprises titulaires des différents lots que le projet est inscrit dans une démarche de certification environnementale **BREEAM**, avec un objectif de performance fixé au niveau **"Very Good"**.

À ce titre, chaque entreprise est tenue de **respecter les prescriptions techniques environnementales du référentiel BREEAM**, en lien étroit avec le **maître d'œuvre**, afin de garantir l'atteinte des objectifs de certification.

Les obligations des entreprises comprennent notamment :

- **Gestion des déchets de chantier :**
 - Mise en place d'un tri sélectif conforme à la réglementation et aux critères BREEAM.
 - Tenue d'un registre de suivi des déchets avec traçabilité complète (bordereaux de suivi, filières agréées, taux de valorisation, etc.).



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 28/33

- **Choix et traçabilité des matériaux :**
 - Utilisation de matériaux à faible impact environnemental (présentant des **FDES** ou **EPD** conformes).
 - Privilégier les matériaux locaux, recyclés ou recyclables, et certifiés (FSC, PEFC, etc.).
 - Transmission des fiches techniques et certificats environnementaux pour validation.
- **Réduction des nuisances de chantier :**
 - Maîtrise des nuisances sonores, poussières et vibrations.
 - Mise en œuvre de protections collectives adaptées pour limiter les impacts sur les usagers et l'environnement immédiat.
- **Qualité de l'air intérieur :**
 - Utilisation de produits faiblement émissifs en COV (colles, peintures, revêtements).
 - Ventilation régulière des espaces clos pendant les travaux.
 - Protection des matériaux sensibles contre l'humidité et la poussière.
- **Suivi énergétique et limitation des consommations :**
 - Surveillance des consommations électriques temporaires (cantonnement, éclairage, outils).
 - Optimisation de l'éclairage de chantier et réduction des équipements énergivores.
- **Communication et documentation :**
 - Transmission de l'ensemble des documents justificatifs nécessaires à la certification (fiches produits, rapports, procès-verbaux, photos, attestations de mise en œuvre).
 - Participation aux réunions de coordination environnementale organisées par le Maître d'œuvre BREEAM.

Attention :

Tout écart ou manquement aux exigences du label BREEAM pourra faire l'objet de **mesures correctives immédiates**, voire de **sanctions contractuelles**, si cela compromet la performance environnementale globale du projet.

28-1/ Exigences BREEAM par lot

Lot Gros-Oeuvre

- Utilisation de matériaux à faible impact environnemental, privilégiant les matériaux locaux, recyclés ou recyclables.
- Tri et gestion rigoureuse des déchets inertes (béton, gravats) avec filières de recyclage attestées.
- Limitation des nuisances de chantier (poussières, vibrations), mise en œuvre de dispositifs anti-poussières (arrosage, bâches).
- Respect strict des plans de gestion de chantier et coordination avec le Maître d'œuvre pour la traçabilité des matériaux.
- Protection des zones sensibles (végétation, sols) pendant les travaux.

Lot Second Œuvre (cloisons, menuiseries, plafonds, revêtements)

- Choix de produits faiblement émissifs en COV (peintures, colles, enduits, isolants), avec fiches techniques et certificats validés.
- Gestion et tri des déchets non dangereux (cartons, plastiques, emballages).
- Mise en place de procédures d'installation garantissant la qualité de l'air intérieur (ventilation temporaire, nettoyage des poussières).



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 29/33

- Priorisation de matériaux labellisés et certifiés (PEFC/FSC pour bois, labels environnementaux pour isolants).
- Transmission régulière des documents justificatifs au Maître d'œuvre.

Lot Électricité

- Installation de matériels à haute efficacité énergétique (éclairages LED, détecteurs de présence).
- Gestion des déchets électriques et électroniques selon la réglementation (DEEE).
- Mise en place d'un éclairage temporaire optimisé pour limiter la consommation d'énergie sur chantier.
- Protection des équipements sensibles contre la poussière et les chocs.
- Collaboration avec le responsable environnement pour le suivi des consommations électriques provisoires.

Lot CVC (Chauffage, Ventilation, Climatisation)

Obligations du lot CVC :

- **Optimisation énergétique des installations :**
 - Dimensionnement rigoureux des systèmes de chauffage, ventilation et climatisation pour éviter toute surconsommation.
 - Mise en œuvre d'équipements à haute performance énergétique, conformes aux critères BREEAM (ex : pompes à haut rendement, systèmes de récupération de chaleur).
 - Programmation précise des cycles de fonctionnement selon le planning d'occupation des locaux et les phases de chantier.
- **Qualité de l'air intérieur (QAI) :**
 - Utilisation de matériaux et produits (gainés, isolants, colles, peintures) à faibles émissions de composés organiques volatils (COV), avec attestations conformes.
 - Installation et maintenance rigoureuse des systèmes de ventilation pour assurer un renouvellement d'air conforme aux normes et exigences BREEAM.
 - Contrôle systématique des réseaux aérauliques pour éviter les fuites, stagnations ou contaminations.
- **Gestion responsable des déchets et matériels :**
 - Collecte et tri des déchets issus des installations CVC (emballages, chutes de matériaux, filtres usagés).
 - Recyclage ou valorisation des matériels démontés ou obsolètes, conformément aux procédures environnementales du chantier.
- **Documentation et reporting :**
 - Transmission des fiches techniques, certificats de conformité, et fiches FDES des équipements et matériaux installés.
 - Collaboration active avec le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des audits et le suivi environnemental.
 - Participation aux réunions de chantier à dimension environnementale.
- **Prise en compte des nuisances :**
 - Réduction des nuisances sonores et vibrations lors de la mise en place des équipements (pose, réglages, tests).
 - Protection des espaces sensibles pendant les interventions.



Lot Plomberie – Sanitaires

- Utilisation d'équipements économes en eau (robinetterie à faible débit, WC double chasse).
- Gestion et tri des déchets liés aux installations sanitaires (emballages, restes de matériaux).
- Protection des réseaux existants contre toute contamination ou dégradation.
- Mise en œuvre de dispositifs assurant la qualité sanitaire et environnementale des installations temporaires.
- Transmission des fiches techniques et certificats des matériels utilisés.

Lot Façades – Étanchéité

- Sélection de matériaux d'étanchéité avec faible impact environnemental et bonne durabilité.
- Contrôle strict des procédés d'application pour limiter les rejets dans l'environnement (résidus, solvants).
- Gestion rigoureuse des déchets et emballages.
- Mise en place de protections adaptées contre les infiltrations ou pollutions pendant les travaux.
- Respect des prescriptions environnementales liées à la performance thermique.

28-2/ Modalités générales communes à tous les lots

- Tous les intervenants doivent sensibiliser leur personnel aux objectifs environnementaux BREEAM.
- La traçabilité des matériaux et la transmission des justificatifs à l'AMO BREEAM sont obligatoires.
- Les écarts ou non-conformités relevés pourront entraîner des mesures correctives immédiates et des sanctions contractuelles.
- Une coordination régulière avec la maîtrise d'œuvre environnement est requise pour assurer le suivi des bonnes pratiques.

ARTICLE 29- COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS du DCE

Pour être valable, une indication portée sur un document n'a pas nécessairement à être reprise sur les autres documents définissant les ouvrages. En conséquence, le fait qu'une indication figure sur un de ces documents et pas sur un autre, ne doit pas être interprété comme une omission.

En particulier, certains plans de lots techniques ont été établis à partir de fonds de plan d'architecte parfois moins renseignés que les plans d'architecte définitifs.

En conséquence, l'entrepreneur d'un lot technique doit consulter systématiquement les plans d'architecte du dossier de consultation qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : dimensions des locaux, sens d'ouverture des portes, implantation des divers ouvrages, non prévus aux lots techniques.



ARTICLE 30 – HAUTEURS SOUS PLAFOND

La hauteur sous plafond sera au **minimum de 2,50 m**. Voir coupe pour les cas particuliers.

ARTICLE 31 – LOCAL TEMOIN

De manière à vérifier que les systèmes, matériaux, modes de mises en œuvre et types d'assemblages retenus in fine avec les entreprises permettent de respecter tous les objectifs techniques et acoustiques définis dans le présent cahier des charges en configuration d'exécution chantier, un **local témoin** devra être réalisé. Celui-ci sera défini par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Les travaux devront être effectués suffisamment en amont dans le planning de manière à ce que les éventuelles mesures correctives, changements de modes de mises en œuvre, adaptations, etc. puissent être pris en compte par les entreprises avant la mise en production définitive des lots de second œuvre.

Ce local témoin devra être réalisé à la charge des entreprises titulaires des différents lots (au titre de leur marché de base) et strictement conformément aux mises en œuvre définitives prévues sur le chantier avec l'intégralité des prestations et sujétions qui seront retrouvées en configuration définitive.

Une **remise en état** sera effectuée par les entreprises des divers lots avant la réception finale.

La localisation définitive sera communiquée aux entreprises par la maîtrise d'œuvre en cours de chantier.

ARTICLE 32- FICHE QUITUS de FORMATION

Voir modèle en fin de document.

ARTICLE 33 – ATTESTATION de VISITE

Voir modèle en fin de document.

ARTICLE 34 – ORGANISATION GENERALE

Les entreprises respecteront l'ensemble de l'organisation générale suivante pour réaliser les travaux :



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Aménagement intérieur du bâtiment hélium

G.C. 32/33

34-1/ Organisation générale de l'exécution – Interventions simultanées

Afin de garantir le respect du **planning général d'exécution**, il est exigé que l'ensemble des entreprises titulaires des différents lots **interviennent simultanément sur l'ensemble des niveaux du bâtiment** selon la planification définie par le maître d'œuvre.

À ce titre :

- Chaque entreprise devra mobiliser les **moyens humains et matériels nécessaires** pour permettre une intervention en parallèle avec les autres corps d'état, sans provoquer de retard ni d'interruption dans la chaîne d'exécution.
- Les effectifs devront être adaptés à l'avancement global du chantier.
- Les entreprises sont tenues de respecter les cadences et délais fixés dans le **planning d'exécution TCE** (Tous Corps d'État), et de **s'adapter aux contraintes d'intervention multi-niveaux**, y compris en matière de logistique (accès, livraisons, stockage).

Une **coordination étroite** avec le maître d'œuvre sera requise, et tout manquement à ces obligations pourra faire l'objet de **mesures correctives**, voire de **pénalités contractuelles** en cas d'impact sur le planning général.

ARTICLE 35 – LIMITES des PRESTATIONS DEFINIES par le B.E. CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE

- Voir fiche spécifique BE ECO 2E « Limites de prestations des lots techniques » joint au présent DCE.

